

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n°105 / jan. 83 / 3.50ff. / 30fb. / 2fs. / 0.70 cts. can.

le rejet de la gauche mène au rejet du capitalisme

Pendant des années, et surtout depuis la seconde guerre mondiale, la société a marché au pas : gauche-droite, droite-gauche. Toute critique faite à "la gauche" était nécessairement "de droite" et inversement.

Aujourd'hui, la critique de la "gauche" a de plus en plus une autre couleur ; quand les ouvriers de Denain éclatent de rire devant les "propositions économiques" de Mauroy, c'est le début d'une critique qui s'adresse, au-delà de la gauche et de la droite, à la politique de tout Etat, reconnue comme contraire aux besoins de la majorité de la population. Ce qui est contenu dans cette critique, c'est l'affirmation d'un autre point de vue dans la société, antagonique à cet Etat : celui de la révolution.

le passage de la gauche au pouvoir en France: dans un premier temps, l'écœurement

■ La tendance à la désertion des syndicats, comme celle de la non participation aux élections, s'est sans cesse renforcée depuis la seconde guerre mon-

diale. Aux USA, la moitié de la population ignore le grand spectacle des élections (jusqu'à 53 % d'abstentions.) En France, cette tendance, après une tentative de relancer les syndicats et les élections après 68, se précise plus que jamais avec le passage de la gauche au pouvoir : "L'existence de nombreuses listes alternatives pourrait redonner espoir à tous ces électeurs de gauche, le plus souvent des

travailleurs, qui, par déception, risquent de se réfugier dans l'abstention, comme cela s'est vérifié aux cantonales et aux prudhomales." (Libération du 17.12.82).

Aux prudhomales, on note dans les 40 % d'abstentions, la CGT perd 56 % de ses voix...

L'Etat est de plus en plus contraint, faute de pouvoir rendre les élections obligatoires, de renforcer le battage sur la "participation" nécessaire de la population qui manifeste une résistance passive de plus en plus grande.

Les syndicats et les politiciens se lamentent sur cette "passivité" de la population. Ils pleurent devant ce

manque de "mobilisation" ; en fait, ils ont surtout peur devant ce silence.

Pour le moment, c'est encore le dégoût, le rejet de la "politique", qui tient le devant de la scène ; mais la situation porte la possibili-

té que ce refus n'en reste pas là, que se développe dans les luttes à venir à la fois l'affirmation d'une force collective dans la société, et la mise en avant d'une autre perspective.

la possibilité d'une autre voix dans la société

En 1968, avec l'arrivée de nouvelles générations moins marquées par la période noire de la contre-révolution et le ressurgissement de la crise ouverte du capitalisme, l'idée de la révolution est réapparue dans les assemblées générales, non plus comme le songe lointain de quelques illuminés, mais comme une possibilité dont tous dis-
cutaient.

Depuis, les idées révolutionnaires ne semblent guère trouver d'écho : les tracts sont lus d'un œil distrait, la presse révolutionnaire est lue par une infime minorité (les librairies "politiques" les plus importantes ont toutes fermé depuis 1968). Cette opposition est d'autant plus marquée en France, pays où il y a eu le plus d'expressions d'un début de projet révolutionnaire en 68, et qui a connu ensuite le désintérêt le plus généralisé pour ce même projet, en apparence.

Cela n'enlève rien au fait que murissent, en France comme ailleurs et peut-être de façon plus explosive, les conditions d'un affrontement à l'Etat : les illusions autogestionnaires, de "solutions locales", de "communautés parallèles", "à côté" de l'Etat, ont fait long feu. Ce qui mûrit, c'est un

(suite p.2)

l'impasse économique totale

les politiques d'austerite n'ont fait qu'aggraver la situation économique
les sacrifices ne servent à rien
seules les luttes ouvrières représentent une issue

■ Il a fallu une bonne dizaine d'années pour balayer l'illusion que l'endettement généralisé de l'économie mondiale allait sauver le capitalisme. Il n'en a guère fallu plus de deux pour que, à sa suite, tombe l'illusion que la "rigueur", "l'austérité", en un mot la récession organisée, allait éponger les déficits, assainir les bases de l'activité économique mondiale, et ouvrir une nouvelle époque de prospérité économique.

Les techniciens du non-graissage inflationniste et des crédits, Bon Dieu des années 70, ont été licenciés. D'autres sont venus pour qui "la rigueur, l'organisation, les techniques modernes et les lois naturelles du marché (aussi naturelles qu'un zoo d'ailleurs) devaient faire miracle.

Rien n'y a fait, ni le nettoyage avec les crédits bloqués et les licenciements en masse, ni les techniques modernes.

Au contraire encore une fois, les remèdes se sont révélés pires que le mal. Hier trop huilée, la machine écono-

mique s'emballait dans une course inflationniste incontrôlable. Aujourd'hui nettoyée elle grince, souffle et émet des craquements sinistres, et chaque cycle entamé, s'effectue avec moins d'élan.

Tant que la politique de récession et "d'assainissement" n'était appliquée que par un ou deux pays, (comme la France ou l'Angleterre par exemple), alors que les grandes puissances économiques mondiales comme les USA ou la RFA continuaient sur la base des années 70, la descente économique s'effectuait comme "en parachute". Dès que les USA et la RFA se sont mis dans la danse de la rigueur, alors la chute générale s'est considérablement accélérée.

Cette "politique économique" a été mise en place pour éviter un krach financier international et limiter la surproduction généralisée ; résultat le krach financier n'a été repoussé pendant un court laps de temps que pour aujourd'hui se reposer avec encore plus de force, de même pour la surproduction.

Dans la mesure où les trois quarts des crédits internationaux ne servaient qu'à rembourser les prêts et leurs intérêts contractés antérieurement, le fait d'avoir fermé les vannes du crédit, a placé un nombre grandissant de pays devant l'impossibilité de s'acquitter de leurs dettes.

Dans la plupart des cas il s'agit d'économies peu développées et du tiers monde en général qui sont en rupture de paiement (comme le Mexique dernièrement). Mais ici il ne faut pas oublier que l'endettement des pays du tiers monde n'est que le relais d'un endettement généralisé et massif des grandes métropoles. Ainsi une faillite à la périphérie des grandes puissances économiques a automatiquement une répercussion immédiate au sein même des métropoles et ne peut avoir qu'un effet boule-de-neige. Quand la neige s'est accumulée pendant des jours et des jours au sommet des grandes montagnes, un rien suffit pour provoquer une avalanche, c'est ce que craint et redoute aujourd'hui la bourgeoisie mondiale pour son économie.

(suite p.4)

sommaire

FRANCE :
LA GAUCHE APPLIQUE LA POLITIQUE
GENERALE DE LA BOURGEOISIE...p.2
SIDERURGIE : L'ISOLEMENT,
C'EST L'IMPUISSANCE.....p.2
SITUATION MONDIALE :
LE CAPITALISME DECADENT, DE
LUI-MEME, MENE A LA GUERRE...p.4
CHANGEMENT DE CLIQUE EN URSS..p.5
WALESA-JARUZELSKI:MEME COMBAT.p.8

POLEMIQUE:
crise du PCInt : LE POIDS DE LA
CONTRE REVOLUTION.....p.6

la gauche de la bourgeoisie ap la politique de sa classe

■ Il faut appeler un chat, un chat et les mesures du gouvernement Mauroy sur l'UNEDIC, un plan de guerre contre le prolétariat.

Les détails de ce plan ont été publiés en long, en large et en travers. Sous couvert de réaliser des économies pour la Caisse de chômage, le projet de réforme, dans la version définitive du ministre Bérégo-voï, revient - tous les ouvriers l'ont déjà bien compris, aux résultats agressifs suivants :

- exclusion du nombre des bénéficiaires d'allocations de pratiquement 200 000 jeunes travailleurs ;
- réduction de 15 % du volume global des allocations. Tous les chô-

meurs "secourus" toucheront à l'avenir moins et moins longtemps.

M. Barre, qui s'y connaît bien dans l'amputation des budgets sociaux à certainement pu dire de celle-ci que ce n'était vraiment pas y aller là avec le dos de la cuiller.

des mesures scelerates contre la classe ouvrière

Un esprit social à ces mesures ?

Une philosophie ouvrière à ces coupes sombres ? Une sensibilité socialiste dans ce traitement des chômeurs ? A ce niveau-là, les circu-

lares administratives adressées récemment aux directeurs d'A.N.P.E. en disaient bien plus long que le Journal Officiel. Voyez : "... avec la persistance de la crise, l'augmentation du chômage, le risque de démobilité et de laxisme croît : il est dès lors indispensable que les services publics de l'emploi manifestent une grande vigilance en vue de stimuler les individus à la recherche d'emploi (...); le refus d'emploi ou de formation sans motif légitime est l'un des motifs légaux d'extinction du droit au revenu de remplacement" (cité d'après le bulletin "Liaisons")

Ce véritable coup de bélier -qu'est-

ce-d'autre ?- contre la classe ouvrière a au moins le mérite de mieux faire apparaître dans toute son orientation nouvelle et sa franche détermination, la politique sociale de l'équipe PS-PC aux commandes de l'Etat capitaliste français. C'est bien à une attaque en règle et systématique du niveau de vie de la classe ouvrière que nous avons affaire depuis l'été. C'est un plan d'hostilité dont nous voyons les pièges s'assembler les uns après les autres, de blocage des salaires -Delors en chasse aux chômeurs -Bérégo-voï. Tout cela est déjà assez clair, mais la bourgeoisie a encore une façon bien à elle d'avérer ses intentions et ses sentiments concrets vis-à-vis de la classe ouvrière : le renforcement policier de son Etat.

luttés dans la sidérurgie

L'ISOLEMENT C'EST L'IMPUISSANCE

■ Au début de l'année 1979, quand les ouvriers de Longwy et de Denain entrèrent en lutte, ils marquèrent l'apogée d'un mouvement comprenant entre autres, les grèves à la S.F.P., dans les banques, dans les assurances.

Cette vague de luttes rompait avec la période de calme social précédente dans laquelle la gauche avait réussi à embarquer la classe ouvrière derrière son Programme Commun et ses promesses de "lendemain qui chantent" quand elle serait au pouvoir. Cette vague de grèves montrait clairement que la classe ouvrière reprenait ses propres affaires en mains. L'embrigadement derrière la perspective de gauche au pouvoir n'était plus suffisant pour empêcher l'explosion. Les ouvriers, notamment en Lorraine et dans le Nord, passaient par-dessus les syndicats pour s'affronter à l'Etat et à ses forces de répression. Mais la nécessité vitale de l'extension du mouvement qui était profondément ressentie par les sidérurgistes, s'est heurtée au sabotage organisé des syndicats : la manifestation du 23 mars à Paris, en a été malheureusement l'illustration. Cette manifestation, qui se voulait un pas en avant en faisant le lien entre les différentes grèves, a été l'enterrement du mouvement. Les syndicats ont tout fait pour faire cesser les autres grèves avant le 23 mars, et pour détourner cette manifestation de son objectif premier.

tes s'inscrivait dans un mouvement plus général, où la dynamique était à l'extension, celle d'aujourd'hui est marquée par l'isolement, isolement qui ne mène qu'à des actions de défoulement sans perspectives sinon à la démoralisation, alors que l'évolution des conditions objectives appelle plus que jamais cette dynamique d'extension. De même, contrairement à 1979 où les syndicats avaient été obligés de courir après le mouvement pour le rattraper et le saboter, aujourd'hui ils le laissent courir... à sa perte.

En effet la bourgeoisie (gouvernement de gauche, syndicats et patronat) n'a pas grand chose à craindre d'une lutte qu'elle a isolée et qu'elle continue d'isoler, d'une lutte qu'elle cantonne à des actions de commando même violentes et illégales. Ce type de luttes s'avère malheureusement, non seulement dérisoire, face aux forces de la bourgeoisie, mais également incapable de répondre à la hauteur de la situation actuelle : la profondeur de la crise économique plus vertigineuse aujourd'hui qu'en 1979 et les attaques anti-ouvrières plus brutales qu'elle entraîne; exigent de la part de la classe ouvrière de tirer les leçons des luttes qui ont eu lieu depuis Longwy-Denain et de les porter à un niveau supérieur, c'est-à-dire entrer en lutte de façon massive, consciencieuse et organisée contre la bourgeoisie et surtout contre ses fractions de gau-

che et ses syndicats.

La situation héritée des élections de mai 81 en France, a créé les conditions pour que cette lutte contre la gauche et les syndicats, indispensable aujourd'hui, puisse se développer.

C'est, malgré toutes les faiblesses, l'amorce de cette lutte qu'on a vu apparaître de façon encore implicite dans les combats de Vireux-Molhain, et de façon plus explicite dans les mouvements de colère contre Mauroy à Denain.

Si le secteur ouvrier de la sidérurgie, aujourd'hui affaibli par les diverses "restructurations" ne peut apporter une réponse à la question de l'extension, question que seuls les secteurs forts de la classe et notamment ceux des grandes concentrations ouvrières comme la région parisienne, peuvent aborder positivement, par contre, par son expérience de la gauche et des syndicats dans la lutte, il indique clairement une voie dans laquelle l'ensemble de la classe doit s'engouffrer aujourd'hui.

Cette voie passe par la prise de conscience de la nature bourgeoise de la gauche et des syndicats, par leur dévoiement comme ennemi principal de la classe ouvrière et par la nécessité de les abattre en tant qu'obstacle majeur pour le développement des luttes.

Simultanément et parallèlement à la mise en œuvre de ce plan d'attaque du prolétariat au niveau économique-social, on voit Mitterrand réactiver la réalisation du fameux super-fichier informatique des Renseignements Généraux "pour la lutte contre le terrorisme". On regarde, partant directement des officines du ministère de l'Intérieur,

se déployer une nouvelle suite de campagnes sur l'insécurité, dans les rues, le métro parisien. "Terroristes", "insécurité", ces arguments sont si éculés à force d'usage répété sans fondement réel, si grossiers qu'ils sont sans doute choisis tels pour que transparents se mieux la visée véritable de l'Etat à ceux qu'il prend authentiquement pour cible: les éléments radicalisés de la classe ouvrière et les révolutionnaires internationalistes.

une politique mondiale anti-ouvrière

Scelerates, anti-ouvrières sont ces mesures, et nous les dénonçons pour ce qu'elles sont. Cependant, du point de vue du développement mondial des luttes de notre classe, elles ne sont pas sans offrir des avantages objectifs et matériels pour la généralisation.

Depuis le 10 mai, l'arrivée de la gauche aux rênes de l'Etat capitaliste français a pu jouer pour faire croire au prolétariat qu'une situation particulière s'ouvrirait dans ce pays.

De plus en plus, cependant, la politique "sociale" de la gauche se confond avec celle que pratiquent tous les plus grands Etats capitalistes. Irrésistiblement, le "look" tranquille de Mitterrand tend à se calquer sur celui de Reagan et autre Thatcher. La gauche de la bourgeoisie en France a beau habiller sa gestion du pouvoir de vocables distinctifs ("rigueur dans la solidarité"), le fond est strictement identique: licenciements, paupérisation du prolétariat, renforcement de son exploitation et de la répression. La tendance est en France comme partout à l'accentuation de l'emprise étatique sur toute la vie économique et sociale. La crise du capitalisme est mondiale. Elle s'approfondit aujourd'hui dans une situation où la classe dominante atteint le fond du tiroir de ses artifices pour la freiner. Aussi bien, il ne reste plus qu'à la bourgeoisie que la ressource de s'attaquer frontalement à la classe ouvrière.

La politique de "rigueur" du gouvernement français est d'autant moins spécifique qu'elle est en fait un alignement sur celle de la bourgeoisie mondiale. Qui plus est, face à l'approfondissement de la crise, devant l'épuisement des remèdes anti-inflationnistes et anti-récessionnistes, c'est de plus en plus à un niveau mondial à un plan d'état-major de blocs que tendent à se définir et s'harmoniser les politiques de chaque bourgeoisie nationale. La gauche, en France, ne fait rien d'autre que la politique nécessaire du capitalisme. Cela est une circonstance favorable pour l'homogénéisation de la conscience de classe du prolétariat.

décredibilisation de la gauche

Par ailleurs, le fait que ce soit

Mauroy face aux ouvriers à Denain



"Il n'y a pas de raison qu'on crève de faim !". Voilà ce que les ouvriers de Denain ont crié à Mauroy lorsqu'il a voulu venir plastronner sur la place publique en pleine zone ouvrière assommée par le chômage. La surprise des bureaucrates syndicaux et des professionnels des partis de gauche a été totale. Les quelques images fugaces apparues à la télévision sur l'incident ont été loquaces. Laissons décrire la situation magnifiquement par le journal "Le Monde" du 29 novembre : "... Plusieurs centaines de sidérurgistes mécontents -des jeunes, des vieux, des femmes aussi- attendaient le chef du gouvernement devant le théâtre municipal, où son entrée sous les sifflets, a donné lieu à quelques bousculades. Cette foule a suivi de l'extérieur, dans le vent froid, le discours de Mauroy, le ponctuait de sarcasmes et de huées.

Elle a pouffé de rire quand, dans les haut-parleurs, la voix du premier ministre a dit : "la sidérurgie a un avenir". Elle s'est esclaffée aussi quand cette voix a parlé de l'avenir local de la "robotique". Elle a ricané, quand, haussant le ton, le chef du gouvernement a incité les ouvriers à "ne pas se tromper de cible" et à "se rappeler comment le patronat a foudroyé la région". Elle n'a guère réagi quand Mauroy a ironisé sur les retrouvailles de MM. Giscard d'Estaing et Chirac en disant : "Pour proposer une politique, pour proposer des réponses, il ne suffit pas de se retrouver dans les grands restaurants et de poser ensemble pour une photo". Elle n'a pas été convaincue quand Mauroy lui a dit in fine : "Vous avez le meilleur gouvernement que vous puissiez imaginer", ni quand il s'est engagé à revenir sur place dans un an. Quand Mauroy, exhorte les ouvriers "à ne pas se tromper de cible", c'est la hantise que la classe ouvrière reconnaisse la gauche comme son principal ennemi, qu'il exprime pour l'ensemble de la bourgeoisie.

Si les luttes de 1979 ont posé la question de l'extension du mouvement, extension qui était nécessaire pour imposer un rapport de forces à la bourgeoisie, si elles ont débordé l'encadrement syndical, par contre, elles ont échoué en ne voyant pas le lien qui existe entre ces deux problèmes. Comme nous le disions dans notre précédent numéro (cf. article "l'obstacle syndical") : "Croyant pouvoir développer sa lutte à côté des syndicats en leur laissant le monopole de la parole, le monopole des contacts et des liens avec les différentes fractions en lutte, le mouvement de 1978-79 allait échouer dans sa capacité à élargir la lutte de classe tant dans son champ d'action que dans ses perspectives".

Aujourd'hui, la sidérurgie refait parler d'elle, que ce soit à Vireux-Molhain où les ouvriers de la Chiers s'affrontent régulièrement aux CRS, ou à Denain où les sidérurgistes et chômeurs ont accueilli à leur manière Mauroy, ce digne représentant de la bourgeoisie.

Si ces manifestations de colère ouvrière viennent rompre, à l'image du mouvement de 1978-79, avec une période de calme social, période d'illusions entretenues par l'arrivée de la gauche au pouvoir, par contre, il est nécessaire d'en tirer un premier bilan à la lumière des leçons héritées du précédent mouvement, mais également en fonction des exigences de la situation actuelle par rapport aux luttes ouvrières.

Les ouvriers à Vireux-Molhain semblent aujourd'hui prendre le même chemin que leurs prédécesseurs de Longwy et Denain, en apparence. Ce sont des affrontements violents contre les CRS, desquels les syndicats sont absents. Mais contrairement à 1979 où la lutte des sidérurgis-

politique

le rejet de la gauche c'est le rejet du capitalisme

LA DESERTION VIS-A-VIS DES SYNDICATS ET DES PARTIS DE GAUCHE N'EST PAS UNE "DEMOBILISATION" MAIS LE TERRAIN POUR L'AFFIRMATION D'UNE AUTRE ALTERNATIVE DANS LA SOCIÉTÉ

(suite de la p.1)

bouleversement plus profond de toute la société. Ce qui est mort dans ces années de silence, ce sont les illusions.

Ce sont ces caractéristiques qui dominent notre époque. D'un côté des périodes d'apathie et de silence, de l'autre des moments où s'exprime avec plus de force que jamais la possibilité de la révolution. La grève de masse en Pologne 1980 a montré qu'aujourd'hui la même population qui paraissait atomisée et soumise peut très vite s'organiser, discuter, prendre des décisions, se centraliser. Et c'est toujours autour des grands centres ouvriers que ce mouvement prend forme, là où est concentrée la force de cette classe de la société: la classe ouvrière reste celle qui produit toutes les richesses du monde, celles-là même que la révolution doit remettre au servi-

ce des hommes.

Le vingtième siècle est marqué par la faillite du système, ouvertement révélée par deux guerres mondiales. Face à cela, l'Etat s'est hypertrophié, apparaissant comme un monstre intouchable, ne tolérant plus dans la société d'autre "expression collective" que lui-même. Les organisations permanentes des ouvriers, les syndicats, sont devenues des organes d'encadrement, et se sont vidées peu à peu. L'Etat occupe toute la scène sociale, avec ses variantes démocratiques ou dictatoriales.

Mais en même temps, si les ouvriers ont perdu les syndicats qui ont trahi ouvertement en les entraînant dans la première guerre mondiale, ils ont gagné les conseils ouvriers. Dans le mouvement révolutionnaire du début de ce siècle, l'expression collective et centralisée des masses ouvrières faisait

éclater toutes les divisions corporatistes, raciales, nationales, et affirmait ainsi une communauté d'action et de pensée bien plus large qu'auparavant, dans laquelle se concrétisait une dynamique révolutionnaire rendue vraiment possible par le développement atteint par la société.

La "gauche" fait partie de l'emprise totalitaire de l'Etat. Sa fonction, durant toutes les années de contre-révolution qui ont suivi la première tentative révolutionnaire des années 20, a été précisément d'étouffer les perspectives propres à la classe ouvrière.

La "gauche" est là pour empêcher l'affirmation collective de la force révolutionnaire. La critique de la gauche, aujourd'hui, amène à l'affirmation de la révolution que la classe ouvrière peut ouvrir dans sa pratique, par des luttes massives et radicales.

D.N.

CRISE DU PCI

(suite de la p.6)

l'entrave du "parti monolithique"

La conception aberrante du PCI, sur l'existence d'un programme "invariant" a nécessairement des répercussions extrêmement graves sur leur vision de l'organisation révolutionnaire, du parti.

On sait qu'ils affirment avec la dernière énergie que le parti ne saurait être "unique" et "monolithique". Leur logique est impeccable et merveilleusement simple : puisqu'ils définissent le "programme marxiste" comme une réalité quasiment achevée et un dogme immuable, le seul problème est : qui détient ce programme? Qui est capable de le restaurer et de le préserver? Ce n'est, disent-ils, certainement pas la classe ouvrière dont ils définissent la conscience comme "une conscience limitée à sa lutte pour des revendications économiques immédiates", mais c'est le Parti de Classe, bien sûr! Dépositaire exclusif de la conscience politique, sa tâche se résume essentiellement à s'insérer au milieu des masses pour apporter inlassablement au prolétariat ce dogme révélé.

Il est vrai qu'on ne peut imaginer la nécessité de plusieurs organisations pour défendre une même vérité unique.

Il est vrai qu'on ne peut imaginer non plus une discussion possible sur un dogme révélé!

Au contraire il s'agit de parvenir à travers une centralisation absolue (le "centralisme organique") à une sorte de symbiose entre le parti et le Programme. Pour réaffirmer la "théorie invariante" comme un seul homme, le parti doit être d'un seul tenant, coulé dans un bloc monolithique.

Il ne faut donc pas s'étonner que le PCI déclare sans hésiter que "la classe ne peut exister sans le parti!"

"Au début était le Programme... et le parti ayant créé le monde vit que cela était bel et bon...". pourrait-on dire en parodiant la Bible.

Peu importe que la classe ouvrière se batte contre le capitalisme depuis deux siècles (mais existait-elle, au moins?), seules comptent les périodes où le parti a pu exister... c'est à dire bien peu!

Et tout irait bien si la réalité était conforme à ce schéma. Mais, pour le plus grand malheur des disciples de Bordiga, il n'en va pas du tout ainsi! Le parti ne peut pas vivre indépendamment de la classe dont il est le produit. Il ne peut être que le prolongement de l'existence, de la vie et de l'activité de la

classe. Il se développe avec elle et doit faire face aux mêmes problèmes que l'ensemble de sa classe.

C'est la classe qui fait surgir et vivre le parti, et non l'inverse, même si le parti est un facteur actif pour l'ensemble de la classe.

De la même façon, le Programme n'est assimilable par le parti que dans la mesure où il est lui aussi le produit des expériences de la classe.

Pas plus que la classe ne peut parvenir à une conscience de soi immédiate, le parti ne peut d'emblée accéder à un niveau de conscience quasi-absolu.

De même que la classe acquiert une homogénéité et une unité dans ce processus, une organisation révolutionnaire ne saurait être un corps unique et compact aujourd'hui.

Jamais les organisations révolutionnaires du passé n'ont osé prétendre être "le parti unique du prolétariat" réalisé. Et aujourd'hui le PCI n'a cette prétention!

Rien n'a jamais été plus étranger au mouvement ouvrier et aux révolutionnaires que le "monolithisme" (la seule expression qu'on en connaisse étant le stalinisme qui a fait surgir cette "théorisation!"). Et le PCI n'a revendiqué hautement!

Toute la vie de la classe dans ses luttes et des révolutionnaires en son sein s'est toujours exprimée DANS et PAR la discussion et les débats.

Faut-il rappeler les polémiques virulentes qui opposèrent Rosa Luxembour et Lénine sur la révolution russe puis l'analyse de la crise et la nature de l'impérialisme, mais qui ont toujours été clairement posées dans le cadre d'un débat entre révolutionnaires?

Faut-il rappeler les maints désaccords de Lénine avec les autres dirigeants bolcheviks, notamment sur la question de l'insurrection (Lénine voulant en appeler à la "base" du parti pour régler le différend). A aucun moment ces débats n'ont remis en cause la centralisation. Pour centraliser, il faut être capable de centraliser une vie réelle. Sinon, ce n'est qu'un mot creux.

Les désaccords, à l'intérieur même des organisations, ont toujours été exposés PUBLIQUEMENT et OUVERTEMENT devant l'ensemble de la classe, et cela par tous les moyens (débats à l'intérieur du parti, dans la presse, dans des correspondances, mais aussi au sein des soviets.)

C'est cela qui a toujours été la conception des révolutionnaires : que ces débats étaient leur vie même et qu'ils n'étaient pas de simples débats pour le parti mais concernaient l'en-

semble de la classe.

Ce sont les débats qui ont toujours fait avancer la classe. Cela n'est pas une leçon de l'histoire pour le seul PCI, mais pour l'ensemble du milieu révolutionnaire. A l'opposé de cette attitude, pour le PCI, il ne peut y avoir ni de débat à l'intérieur de l'organisation révolutionnaire, ni à l'extérieur, où les rapports avec les autres groupes sont conçus uniquement comme des rapports de force ("parti unique" impose), et où surtout on pense que ces questions politiques n'interressent nullement la classe. Et ceci est affirmé au moment même où se posent le plus de questions pour la classe, comme pour le milieu révolutionnaire. On refuse la discussion au moment où les forces révolutionnaires sont d'autant plus dispersées, et fragmentées sous la pression de cinquante ans de contre-révolution dont la classe se dégage à peine : cela, c'est la manifestation la plus extrême du sectarisme qui "consiste toujours à mettre en avant ce qui distingue et non ce qui unit" (Rint n°22 : "Le sectarisme est un héritage de la contre-révolution à dépasser").

Mais ce qui distingue le PCI à travers ses principes, c'est son degré d'asphyxie : sur aucun plan, ces principes impossibles ne peuvent maintenir quelque chose de vivant.

A quoi les mènent-ils? A la construction du "parti compact et puissant"? Et bien, voyons les résultats:

La plupart des militants de ce super-"parti monolithique", livrés à une activité dont ils sont chargés dans tel ou tel secteur déterminé, ignorent superbement ce que font les autres, ne devant en référer qu'à la "direction" et à ses consignes.

On peut apprécier la solidité organisationnelle que ce fonctionnement engendre : comment s'étonner que des scissions se produisent sans que les autres éléments de l'organisation soient même au courant de l'existence de divergences?

Comment s'étonner d'apprendre que des sections comme "Proletarier" en Allemagne ne se sont pas réunies une seule fois en un an, quand on comprend que le fameux "centralisme organique" du parti "compact et monolithique" revient finalement à un mode de fonctionnement purement fédéraliste, pire que ne saurait jamais en révéler un anarchiste!

Le superbe "parti de demain", à la mode PCI, c'était simplement du bluff. Aucune organisation révolutionnaire ne saurait survivre sur l'application réelle de ces principes sacrés, qui, en figeant la vie, la tuent.

la gauche qui ait aujourd'hui en France la responsabilité d'accomplir les nécessités du capitalisme, a une incidence encore plus profonde. Attaque contre les chômeurs, amputation généralisée du pouvoir d'achat des travailleurs, cela ne peut pas ne pas entraîner une perte de crédibilité irrémédiable des "partis ouvriers" aux yeux du prolétariat. Pour la classe ouvrière mondiale, le prolétariat de France est en train de vivre l'expérience que la crise capitaliste n'est pas une affaire de droite ou de gauche, de Giscard ou de Mitterrand. Le problème pour la bourgeoisie, c'est non seulement qu'elle ne peut éviter cette perte de crédibilité de sa gauche ; il est que cette tendance va encore s'accroître à proche terme. En effet, la bourgeoisie française n'a plus les moyens d'étaler longuement dans le temps le rattrapage des exigences capitalistes dont le malencontreux hiatus électoral du 10 mai a suspendu le cours normal. De quelque façon que la gauche s'y prenne - c'est dire là qu'elle n'est pas encore au bout de ses ressources mystificatrices, elle ne pourra pas, obligée de pressurer la classe ouvrière, éviter une décrédibilisation accrue. C'est un second facteur de globalisation de la conscience de classe.

Les mesures prises par le gouvernement "socialiste" de Mauroy contre les chômeurs, sont, à leur manière, l'annonce de l'avenir que le capitalisme français profile pour la classe ouvrière. Elles ont une valeur de préparation. Le chômage va se développer en masse. On voit déjà comment, en interprétant les déficits financiers annoncés dans le secteur de la construction automobile.

Certainement, même les spécialistes de l'économie le rapportent, la crise capitaliste est en passe, en France, de saper les derniers bastions sains - ses pions fondamentaux - du capital national : l'automobile, l'électronique et l'électromécanique. Cela se traduira, pour la classe ouvrière par des licenciements, non plus par dizaines, mais par centaines de milliers de personnes. Ce bond massif du chômage aura en outre, et surtout, de nouvelles incidences : les ouvriers qui seront touchés seront de plus en plus des ouvriers qualifiés. Plus encore, il va se produire ce que la bourgeoisie et ses différentes politiques depuis 1977-78 avaient toujours réussi à éviter : la dérégionalisation de la crise, la centralisation de l'agitation ouvrière. Des périphéries géographiques du capital national, la crise est en train de remonter, irrésistiblement, vers la région parisienne et ses énormes concentrations prolétariennes.

L'extension massive du chômage, le fait qu'il tend désormais à toucher l'ensemble des catégories d'ouvriers sont, dans la situation politique inconfortable de la bourgeoisie française aujourd'hui, un facteur supplémentaire pour le développement de la conscience de classe du prolétariat.

Dans cette situation, l'épuisement des fonds des budgets sociaux (UNEDIC, Sécurité sociale, etc.) ne peuvent qu'agir comme accélérateur de conscience pour le prolétariat, en France et ailleurs, et lui faire plus vite réaliser l'état de faillite complète du capitalisme. Non seulement le capitalisme n'a plus rien à offrir mais il lui faut encore ôter au prolétariat les ridicules compensations concédées jusqu'à hier à son exploitation.

C'est parce qu'il n'a plus rien à offrir, que le capitalisme doit taper si fort, en France ou ailleurs, contre le prolétariat. Ce que la gauche, l'ensemble de la bourgeoisie font déjà aujourd'hui est encore peu de choses en rapport de ce qu'elles préparent pour demain. Plus que jamais donc, seule la lutte de classe du prolétariat lui offre un avenir. C'est à travers cette lutte que les potentialités objectives du développement de la conscience de classe se transformeront en conscience véritable. par conséquent en vraie faiblesse de la bourgeoisie.

Mx.

l'impasse économique totale

(suite de la p.1)

Comme illustration de cette situation, nous pouvons citer parmi mille exemples, cette description que nous livre "Le Monde" du 16 Décembre 82 : "Vingt mille entreprises auront disparu en 82 en France, alors que treize mille seulement auront été créées. L'endettement global des firmes atteint 2000 milliards de Francs. Dans leur brutalité, ces chiffres montrent les effets d'une crise qui frappe l'ensemble du monde industrialisé. Qui n'a en tête les faillites retentissantes de la compagnie aérienne Branniff, du numéro deux ouest-allemand de l'industrie électrique et électrique AEG-Téléfunken ou les difficultés sans fin d'International Harvester?" Cela n'est pas tout...

D'autre part toutes ces économies restrictives ont contraint toutes les économies à imposer une réduction extrêmement forte de l'activité économique, du niveau de vie de millions de personnes et donc du commerce international, ce qui n'a fait que précipiter la surproduction vers des sommets encore jamais atteints.

En conclusion, les politiques récessionnistes se voulaient être une réponse à la crise financière et à la surproduction, elles ne font qu'augmenter les problèmes. C'est sur ce bilan que s'achève l'année 82. La première étape des années 80 est terminée, une nouvelle commence dans des conditions portées à un degré supérieur.

une nouvelle étape dans les années 80

Il est une loi que l'histoire de l'humanité a toujours vérifiée : tout bouleversement social trouve son origine dans un bouleversement des conditions matérielles au sein desquelles les hommes vivent, produisent et reproduisent les conditions de leur vie.

Au début de ces vastes périodes de bouleversement historique, les conditions économiques, trame du tissu social, ne semblent avoir qu'un lointain rapport avec l'instabilité et les conflits de classe qu'elles provoquent. C'est l'époque des illusions. Mais les contradictions économiques s'aiguisent, s'expriment dans des crises et convulsions de plus en plus fortes et avec elles les antagonismes des classes sociales.

Il arrive alors nécessairement un moment où les hommes qui menaient jusqu'alors la lutte de façon dispersée, sans perspective d'ensemble, répondant au coup par coup, prennent par la force des choses conscience de ce conflit, de ses enjeux et causes profondes et se donnent résolument pour tâche les mener jusqu'au bout.

Dans les bouleversements sociaux de la fin des années 60, peu de personnes ont vu l'expression d'un changement des conditions économiques établies par la période de reconstruction de la seconde guerre mondiale. Les politiques économiques où tous les Etats du monde se sont largement endettés pour faire face au resurgissement de la crise économique et aux conflits sociaux qu'il provoquait, ont largement contribué à marquer les causes et la partie historique de ces événements qui rompaient avec 50 années de contre-révolution.

Il faudra attendre la fin des années 70 qui marquent aussi la fin du "Welfare State" pour qu'avec la récession organisée réapparaisse la lutte de classe, cela encore une fois dans le monde entier.

Les conditions sont plus dures, l'effet de surprise ne joue plus comme à la fin des années 60 et les illusions, elles, sont encore tenaces. Encore une fois la

bourgeoisie reprendra le dessus.

Début 80, c'est avec beaucoup de morgue que les Barre, Thatcher, Reagan, rejoints plus tard par Mitterrand, annonçaient que seules la "rigueur" et "l'austérité" sortiraient la société de l'impasse. Les luttes ouvrières face à la crise n'étaient considérées que comme un facteur de désordre, d'anarchie, une attitude "anti-civile" et pourquoi pas "égoïste" au travers de laquelle les ouvriers couiraient à leur propre perte. Face aux mouvements sociaux de la fin des années 60, la bourgeoisie mondiale n'a réussi à reprendre le dessus, l'initiative et à amener sa contre-offensive qu'en s'appuyant sur sa force économique. Tant qu'elle pouvait accorder 90% d'indemnité aux licenciés économiques, il est évident qu'elle restait la plus forte. La bourgeoisie payait et tant qu'elle payait, la situation tenait et elle tenait la situation.

Aujourd'hui la situation est totalement différente, non seulement la bourgeoisie ne peut plus payer comme dans les années 70, ce qui fait de ses victoires des victoires ponctuelles qu'elle ne peut assurer par sa force économique, mais de plus, comme nous l'avons dit plus haut (dans la première partie) si la politique de récession n'a pas réussi à assainir la situation économique, à l'asseoir sur des bases solides, n'a fait que la précipiter, elle a échoué là où précisément elle prétendait réussir.

Dans ces conditions comment demander des sacrifices dans l'immédiat pour préparer un avenir meilleur ? Ce langage ne peut que difficilement passer. L'on peut être dupe une fois, deux fois, mais pas trois.

La situation de l'économie mondiale, les différentes politiques économiques mondiales qui se sont succédées pour faire face à sa crise, l'inflation dans un premier temps, la récession ensuite et qui ont toutes deux échoué amènent à poser les questions là où elles se trouvent. Non pas récession ou inflation, chômage ou endettement, mais surproduction et crise ou production soumise à la satisfaction des besoins humains.

Et ici que l'on se comprenne bien, il ne s'agit pas de vouloir soumettre la production à la satisfaction des besoins humains dans le cadre des lois du capitalisme, lois du marché, du profit, des salaires du cadre des nations, etc...

Ce ne sont que des illusions destinées à canaliser les révoltes ouvrières vers des impasses ; le seul programme qui soit réaliste, c'est un programme qui libère les forces productives, et en premier lieu la principale : le travail, des entraves qui la maintient prisonnière dans le cadre étroit du salariat et de la division du travail :

-Abolition des échanges marchands, cause de l'engorgement des marchandises.

-Abolition des frontières et des nationalités, pour une coopération et une unification internationale de tous les travailleurs.

-Abolition du travail salarié pour que soit réalisée la vieille formule du "Manifeste Communiste" : "A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités."

M.Prénat

le capitalisme décadent, par nature, ne mène qu'à la guerre

Le monde capitaliste s'embourbe toujours plus dans ses contradictions mises à nu par la crise économique ouverte qui le mine de plus en plus profondément depuis 15 ans. Au fil des années la misère gagne du terrain, les restrictions se font de plus en plus rudes.

Des pans entiers des capacités de production de tous les pays industrialisés sont laissés à l'abandon, des tonnes de marchandises sont entassées dans des hangars, des tonnes de fruits, de légumes, de lait ... sont détruites.

Le système produit trop et pourtant les 2/3 de l'humanité crèvent de faim, tandis que le tiers restant s'achemine vers la même situation.

De plus, la bourgeoisie qui ne peut plus faire croire aux possibilités de sortir du marasme, fait planer sur l'ensemble de l'humanité le danger du déclenchement d'une guerre généralisée qu'elle tente de justifier de différentes manières :

- la bonne âme humaniste ou pacifiste y voit les tendances naturelles de l'être humain et en appelle à la bonne volonté des hommes d'Etat, tout en dénigrant les hommes dangereux (Reagan, Begin, Khadafi, Carlos...)

- le politologue décrit l'affrontement historique entre deux types différents de société, l'une capitaliste "démocratique", l'autre "communiste" autoritaire, les adjectifs étant inversés suivant qu'ils se trouvent à l'Ouest ou à l'Est.

- l'économiste de service vient expliquer que le risque de guerre est allumé par l'enjeu de la "révolution industrielle" qui se prépare à cause des progrès technologiques.

Tout est présenté en vrac afin de fixer la société dans une attitude fataliste face à ce fléau "inéluçable" que serait la guerre. En un mot la grande

justification consiste à dire : la progression de la société rend la guerre inévitable tant les divergences d'intérêts entre chaque homme ou chaque système sont grandes.

Toutes ces explications n'ont qu'un seul but : masquer la réalité du système capitaliste décadent et le lien indissoluble qui existe entre crise économique et guerre.

pourquoi le système capitaliste ne peut-il qu'engendrer la guerre ?

Les lois du système de production capitaliste sont celles du profit et du marché. Le capitaliste n'est pas un philanthrope, c'est un exploiteur. Il possède des machines et des usines où il exploite la sueur et le travail des hommes afin de fabriquer des marchandises qu'il doit vendre pour faire du bénéfice.

De ce fait, la condition fondamentale pour que ce système fonctionne est qu'il existe, à tout moment, suffisamment de marchés solvables où puissent s'écouler toutes les marchandises produites, dans des conditions permettant la réalisation de la plus-value produite lors du processus de fabrication des marchandises.

Une marchandise est une pure inutilité pour le capitaliste si elle ne se vend pas ou si elle se vend sans profit suffisant.

C'est sur la base de ces lois que le mode de production capitaliste a permis un développement des forces productives à un niveau jamais atteint, et ce en l'espace d'à peine 150 ans : "Poussée par les besoins de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit toute la surface du globe ; partout elle doit s'incruster, partout il lui faut bâtir, partout elle établit des relations (...). Le plus bas prix de ses marchandises est la grosse artillerie avec laquelle elle démolit toutes les murailles de Chine et obtient la capitulation des barbares

les plus xénophobes. Elle contraint toutes les nations, sous peine de courir à leur perte, d'adopter le mode de production bourgeois, elle les contraint d'importer chez elles ce qu'elle appelle la civilisation, autrement dit : elle en fait des nations bourgeoises. En un mot elle crée un monde à son image." (K. Marx, Le Manifeste Communiste)

Et pour satisfaire les besoins en matière première, et en main-d'oeuvre de la production à grande échelle, pour garantir son taux de profit et pour gagner des marchés, la bourgeoisie au 19ème siècle se lance aussi dans de nombreuses guerres de conquête.

Les lois qui régissent le système capitaliste mises en lumière par Marx n'ont pu que le pousser à la plus grande expansion possible, la création du marché mondial étant le résultat ultime de ce développement.

Face à cette progression impétueuse des forces productives, le monde est soudain apparu dans toute sa petitesse en 1914, où le fracas de la première guerre mondiale confirme désormais l'impossibilité pour le capitalisme de poursuivre de manière significative son expansion. Il entre dans sa phase de déclin ; et à ce tournant historique, la guerre perd toute fonction progressiste pour n'en garder que son caractère barbare.

Le capitalisme est la dernière société d'exploitation de l'histoire, la dernière société divisée en classe. Il a étendu ses rapports de production et d'échange au monde entier, le marché étant devenu trop étroit. Le partage et le repartage de la planète ne peut que se traduire par des guerres généralisées.

"Il n'existe pas une opposition fondamentale en régime capitaliste entre guerre et paix, mais il existe une différence entre les deux phases ascendante et décadente de la société capitaliste et, partant, une différence de fonction de la guerre (dans le rapport de la guerre et de la paix) dans les deux phases respectives. Si dans la

première phase, la guerre a pour fonction d'assurer un élargissement du marché, en vue d'une plus grande production de consommation, dans la seconde phase, la production est essentiellement axée sur la production de moyens de destruction, c'est à dire en vue de la guerre." (Rapport de la Conférence nationale de la Gauche Communiste de France, 14 juillet 1945.)

Ainsi depuis 70 ans, la guerre est devenue le mode de vie du capitalisme.

La guerre de 14 a laissé 20 millions de morts, celle de 1939, 50 millions. Depuis 1945, 150 guerres ont fait plus de 10 millions de morts. Depuis cette même date, les budgets d'armements n'ont pas cessé d'augmenter au point où aujourd'hui, la force de feu présente sur la planète équivaut à placer 1,5 tonne de TNT sous chaque habitant de la terre.

Tous les progrès techniques dont on nous rebat les oreilles, ne sont produits en premier lieu que pour perfectionner les armements. Loin d'être la cause de la guerre, cette technologie n'est réalisée que pour répondre au besoin du capitalisme de faire la guerre. Ce dernier innove non pour le bien de l'humanité mais pour parfaire sa destruction.

Et chaque fois qu'il peut imposer la guerre pour prolonger sa vie, il ne peut que franchir un cran supplémentaire dans l'horreur comme nous le prouve ces 70 dernières années.

Aujourd'hui le stade atteint par la crise économique, prouve à nouveau la faillite du système capitaliste, et place l'humanité à un tournant décisif de son histoire.

Cette crise n'a pas de solutions "économiques". Aussi faire croire que la guerre peut être évitée dans le système par des actions pacifistes, c'est empêcher la prise de conscience de cette réalité, c'est faire croire que le capitalisme décadent peut être un système pacifique, c'est masquer la logique qui existe entre crise économique et guerre. (suite p.5)

une clique en chasse une autre

à l'est comme à l'ouest, c'est l'agitation sociale que redoutent les gouvernants



Toutes les conditions objectives et subjectives de la situation actuelle poussent les populations d'Est et d'Ouest non pas à l'affrontement, mais à une lutte unifiée et coordonnée contre les racines d'une crise qui touche le monde entier.

Tous les battages sur la "division Est-Ouest", sur les "aléas angoissants de la Détente" sont contredits par la réalité quotidienne de ce que vivent les exploités de ces deux parties du monde : le décalage réel n'est pas entre Est et Ouest, mais entre les énormes potentialités que contiennent les forces productives mondiales et les politiques de restrictions et de destructions qui sévissent partout. La grève de masse en Pologne en août 1980 a rappelé aux ouvriers du monde entier la communauté de leurs intérêts. C'est ce que redoutent les Etats des deux parties, ce contre quoi ils s'organisent, sachant très bien que cette unification se fera nécessairement contre eux.

■ Une nouvelle crapule a été mise à la tête du bloc russe : Andropov. Son palmarès est éloquent : ambassadeur en Hongrie en 1956, il sera l'un des principaux organisateurs de la répression; chef du K.G.B depuis 1967, responsable des hautes et basses œuvres de la raison d'Etat, il a supervisé la répression en Pologne depuis août 80 et l'organise de manière générale dans toute l'URSS.

Il est pour le moins étonnant avec la succession de Brejnev de voir l'Occident se féliciter de l'accession d'Andropov au pouvoir. L'Occident qui ne perd pas

une occasion de fustiger l'horreur de la répression dans les pays de l'Est, se montre très satisfait de voir le responsable de la police, le premier flic du bloc de l'Est accéder au pouvoir suprême. Que n'entendons-nous pas sur Andropov aujourd'hui : c'est "un homme intelligent", "raisonnable", un "libéral" même. On prétend même que cette succession s'est faite pour le mieux, sans heurts, ce dont tout le monde se félicite à l'Est comme à l'Ouest.

Derrière ces rideaux de fumée de la propagande parallèle de l'Est et de l'Ouest, qu'en est-il en réalité ?

LE CAPITALISME DECADENT MENE A LA GUERRE

(suite de la p.4)

Pour cacher cette réalité, la bourgeoisie tente aussi de prouver que l'enjeu se trouve entre deux types différents de société : l'une qui serait démocratique (l'Ouest), l'autre qui serait totalitaire (l'Est). La vérité est que ces deux mondes ne sont que deux aspects d'une seule réalité. L'Est et l'Ouest sont soumis aux mêmes impératifs économiques, à la même loi du marché ; ni l'un ni l'autre ne possède en son sein, une solution positive pour l'humanité. La lutte des ouvriers en Pologne a démontré plus que toute théorie détaillée, que les rapports d'exploitation qui sévissent à l'Est, sont les mêmes qu'à l'Ouest, et que la guerre qui pourrait surgir entre les deux blocs serait de la même nature que les deux précédentes.

quelle issue?

C'est la base même de l'organisation sociale de la société qui engendre la guerre. Le développement des forces productives indispensable à la marche de l'humanité, se heurte désormais en permanence au carcan que constituent les rapports de production capitalistes. La seule et unique solution historiquement viable et humainement envisageable, est le bouleversement de fond en comble de ceux-ci. Seule la classe sociale dont les intérêts coïncident avec ceux de l'humanité, peut réaliser cette révolution. La seule qui soit en cette position, la seule qui puisse en avoir la force : c'est la classe ouvrière.

En 1918, c'est elle qui a arrêté le carnage, mais elle n'a pas eu la force

suffisante pour vaincre.

Aujourd'hui, la bourgeoisie sait qu'elle doit faire adhérer la classe ouvrière à son projet guerrier avant de plonger l'humanité dans l'horreur. La classe ouvrière n'a qu'un seul moyen de s'y opposer : s'affirmer en tant que classe.

Autrement dit, lutter pied à pied en dehors et contre tout organe d'encadrement bourgeois, contre toute atteinte à ses conditions de vie portées par la crise. Cette lutte est la seule efficace non seulement parce qu'elle paralyse les fabricants de canons, mais surtout parce qu'elle permet à la classe de prendre conscience de sa force, de son unité internationale de s'opposer ainsi au nationalisme, au chauvinisme et au pacifisme, de comprendre pratiquement que l'issue n'est pas chacun pour soi derrière sa bourgeoisie qu'elle soit de droite ou de gauche, mais tous ensemble contre toute la bourgeoisie mondiale.

L'époque que nous vivons mûrit dans ses entrailles cette perspective.

En ce sens les années 80, se présentent comme l'ouverture d'une phase historique où pour l'avenir l'enjeu n'est pas guerre ou paix, mais guerre ou révolution.

La révolution pourra seule détruire l'exploitation, détruire ainsi les bases sociales qui engendrent la guerre ouvrir une époque sans guerre, où les énergies ne seront plus vouées à la destruction, mais au contraire où elles pourront se libérer, afin d'asservir non plus les hommes mais les choses aux besoins des hommes.

F.K

une succession sans problème mais pas sans heurt

Bizarre cette succession qui se fait, paraît-il en douceur, alors qu'elle se préparait depuis des mois à coups de scandales, d'éliminations physiques et politiques.

L'arrivée d'Andropov est l'achèvement d'un processus qui a vu la disparition physique de Souslov, de Brejnev, de Pelche dont il n'y a plus de nouvelles, l'élimination politique de Kirilenko, en tout quatre membres du Bureau Politique qui disparaissent de la circulation, plutôt brutalement. La lutte des fractions de la classe dominante a fait rage pendant plusieurs mois pour s'emparer des rênes de l'Etat.

L'URSS est un pays sous-développé, les successions à la tête de l'Etat russe ne se font pas en douceur, elles ne se sont jamais faites en douceur.

De Staline à Khrouchtchev, de Khrouchtchev à Brejnev, de Brejnev à Andropov, toujours le même scénario, le nouveau dirigeant place ses hommes à lui, élimine les acolytes de son prédécesseur, purge le Parti.

Ces successions, ne sont pas seulement l'expression de rivalités personnelles au sein de la bourgeoisie russe, elles correspondent aussi à de nécessaires réorientations politiques du capital russe. Etant donné la faiblesse de l'économie russe, la lourdeur de l'appareil politique et administratif qui en découle, ces réorientations ne peuvent se faire en douceur. La violence des rivalités, des tensions au sein de l'appareil d'Etat russe sont une constante de l'histoire du stalinisme.

quelle réorientation de la politique russe ?

C'est la première fois que le chef de la police, cet Etat dans l'Etat arrive aux fonctions suprêmes. Ce n'est pas un fait du hasard. De par ses fonctions de chef du K.G.B, Andropov s'est trouvé plus à même que les autres dirigeants russes de comprendre l'importance de la question sociale aujourd'hui. C'est cette question, avec les événements de Pologne, qui a suscité un débat dans la bourgeoisie russe comme pour l'ensemble de la bourgeoisie mondiale.

L'économie russe, comme l'économie du reste du monde subit la crise, développant les conditions d'un mécontentement social grandissant. Le mythe du socialisme à l'abri de la crise a volé en éclats sous les coups de boutoir des ouvriers polonais.

Naguère, la politique ambitieuse, à l'occidentale de Khrouchtchev s'était cassé les dents sur l'arriération et la faiblesse de l'économie russe, elle s'était soldée par un fiasco notamment sur le plan social, elle était au-dessus des moyens de la bourgeoisie russe. La politique de son successeur Brejnev, présentée comme celle de la "détente", a été en fait marquée par une accélération des budgets d'armement (qui n'ont pu cependant rattrapper le niveau américain), et une anarchie de la production accentuée par la crise mondiale, ce qui a fait ressurgir la question sociale.

C'est à cette situation que la nou-

velle équipe dirigeante doit faire face et d'abord à l'instabilité sociale.

La victoire d'Andropov montre que les questions de police intérieure ont pris le pas sur la question militaire. Ce n'est pas un hasard si l'arrivée d'Andropov est ponctuée par la libération de Walesa, ce n'est pas un hasard si le modèle hongrois, le plus "libéral" des pays de l'Est est aujourd'hui remis en lumière. Janos Kadar, le dirigeant hongrois a été formé par Andropov. La clique Andropov s'est fixée comme premier but de renforcer l'appareil répressif et le contrôle sur la classe ouvrière. La leçon de Pologne a servi.

La campagne lancée contre la corruption est un moyen de purger l'appareil d'Etat et de monter une campagne de mystifications visant à faire retomber les responsabilités de la crise sur l'ancienne fraction dirigeante. On comprend que l'Occident soit satisfait, les dirigeants du bloc américain vont avoir un interlocuteur valable, intelligent parce qu'il comprend mieux la question sociale que son prédécesseur.

En URSS, comme partout, les questions intérieures - comment la bourgeoisie doit faire face au mécontentement de la classe ouvrière - prennent le pas sur les aspects impérialistes. L'arrivée d'Andropov au pouvoir marque l'homogénéisation des préoccupations de la bourgeoisie au niveau mondial: faire face au prolétariat.

perspectives

Vu le sous-développement de l'économie russe, la politique du clan Andropov est ambitieuse. On peut constater que dans le passé, c'est souvent la question sociale qui a été à l'origine des changements d'orientation comme pour Khrouchtchev dont l'élimination est le contrecoup de la vague de grèves de 1962-63 (Novotcherkassk) et comme pour le clan Brejnev qui, au-delà de l'individu a été éliminé à cause des événements de Pologne.

La clique Andropov est-elle aujourd'hui mieux armée ?

Pour la bourgeoisie, il est certain qu'il vaut mieux avoir l'appareil politique et répressif le plus sophistiqué possible pour faire face au prolétariat, c'est une preuve de force et de richesse, comme pour les démocraties occidentales. Mais l'URSS n'a jamais eu les moyens de cette politique et ne les aura pas dans l'avenir. Non seulement, la lourdeur de l'appareil d'Etat, le poids de son histoire stalinienne, mais surtout l'arriération de son économie sont des entraves insurmontables. Toutes les prétentions "libérales" d'Andropov ne pourront masquer cette réalité au moment où la crise secoue de plus en plus bru-

talement les bases de la société. Le "libéralisme" d'Andropov est de celui qui prépare des bains de sang, comme le "libéralisme" de Jaruzelski en Pologne. La bourgeoisie russe met à sa tête l'homme le plus adapté pour faire face à la situation, de ce point de vue c'est un renforcement de l'Etat russe. Mais c'est un renforcement sur des bases qui sont sapées, érodées par la crise.

Avec la crise, la bourgeoisie devient de plus en plus intelligente, mais sa marge de manœuvre est de plus en plus limitée.

La lutte des ouvriers en Pologne a montré ce qu'il en était des aspirations "libérales" des dirigeants polonais. La lutte des ouvriers demain montrera les limites et le mensonge du "libéralisme" d'Andropov.

En URSS, comme ailleurs, la crise est là qui pousse les prolétaires sur le chemin de la lutte de classe, qui balaise les mensonges, qui met à nu la réalité totalitaire du capitalisme décadent.

En URSS, comme ailleurs, l'avenir appartient au prolétariat.

JJ

crise du PCI : le poids de la contre-révolution

les difficultés d'évolution du PCI (le prolétaire)

■ Le Parti Communiste International "maintenu" ("Programme communiste") a su, dans un premier temps, reconnaître qu'il traversait "une crise politique et organisationnelle très grave" dont "les répercussions pour toute l'organisation seront probablement décisives" ("Le Prolétaire" n° 367: "Mieux vaut moins, mais mieux"). Mais son incapacité à saisir les causes et le sens même de cette crise le pousse à s'aveugler complètement en pratiquant de la pire façon la politique de l'autruche, la tête dans le sable de sa décomposition. Après cet aveu, il entreprend aussitôt de se rassurer à bon compte, sans la moindre remise en question réelle - ni politique, ni organisationnelle. Ne le voit-on pas en train d'expliquer que toutes les scissions qu'il a connues depuis 1972 jusqu'à aujourd'hui ne sont que la manifestation "d'un progrès continu vers la formation du parti compact et puissant de demain" ("Le Prolétaire" n° 368, "Voir au-delà de nos crises") ? Il faut rester sérieux !

Quand on considère l'état de faiblesse et de désorganisation où cette dernière crise a plongé le PCInt., réduit à quelques éléments et qui est contraint de lancer dans sa presse un appel public pour savoir ce que sont devenus ses sections et ses militants, comment ne pas être frappé par l'immense décalage existant entre les prétentions hautaines et inconsidérées de cette organisation et la réalité lamentable qui a accompagné son éclatement et où il doit patauger et se débattre ? (Voir notamment REVUE INTERNATIONALE n° 32 : "Convulsions dans le milieu révolutionnaire : le P.C.Int. à un tournant de son histoire")

S'il fallait réduire à un seul critère le dénominateur commun propre aux organisations révolutionnaires (et qui les distingue donc essentiellement de n'importe quelle organisation bourgeoise), ce serait la défense par dessus tout du caractère internationaliste de la classe ouvrière et d'un point de vue internationaliste des intérêts prolétaires. C'est précisément en opposition à ce point de vue internationaliste et sur une base ouvertement nationaliste que s'est opérée la scission en leur sein du groupe "El Oumami". Or, que voit le PCInt dans cette scission ? Il est incapable de réagir au niveau le plus élémentaire d'une organisation révolutionnaire. Au contraire, c'est, selon lui, "une réaction parfaitement SAINE" et finalement "une réaction parfaitement LEGITIME ET JUSTIFIEE" (souligné par eux !) ("Le Prolétaire" n° 367, "Lettres aux lecteurs"). Mieux : la seule note critique qu'introduit le PCInt par rapport à "El Oumami", c'est que leur démarche scissionniste aurait été "erronée, désorganisatrice et catastrophique". En somme, le reproche qu'adresse le PCInt "maintenu" à "El Oumami", c'est de ne pas avoir poussé jusqu'au bout leur œuvre de contamination nationaliste, accomplie envers toute l'organisation ! S'il y a quelque chose de "catastrophique" à déplorer, c'est bien la présence de cet état d'esprit.

Ainsi, quand on considère également le niveau de réponse politique du PCInt. à leur crise, celle-ci est nulle.

On est bien loin d'une clarification qui aurait permis "un pas en avant vers le renforcement politique" de l'organisation.

Tout cela nous renvoie le même aspect dérisoire et la même image de décomposition de cette organisation qui se prétend encore le dépositaire unique et direct du riche héritage de la gauche italienne.

Ce n'est pas en se gargarisant de phrases creuses sur leur renforcement et en se bouchant les yeux sur leur état réel, en charchant à se persuader eux-mêmes que désormais tout va mieux et qu'ils marchent dans le bon sens que les éléments du PCInt actuel pourront résoudre leur crise.

Dans cette voie, le PCInt sera incapable d'accomplir le moindre pas en direction d'un effort sérieux de clarifi-

cation et de dépassement réel de cette crise. Au contraire, toutes les illusions mégalomanes qu'il contribue à entretenir et dont il se berce sur ses "pas en avant" sans passer par un nécessaire réexamen radical de ses positions sur les questions politiques et organisationnelles qui sont les causes réelles de la gravité de sa crise, ne peuvent que le précipiter très rapidement et définitivement dans le camp de la bourgeoisie.

C'est la cohérence théorique des organisations révolutionnaires à travers ses expressions POLITIQUES ET ORGANISATIONNELLES qui leur permet d'affronter et de surmonter les problèmes posés par la situation réelle.

Cette cohérence est tout le contraire d'une conscience abstraite ou auto-proclamée. Elle est un produit historique qui est sanctionné par la capacité ou l'incapacité de faire face aux épreuves inévitables de la période dans laquelle ces organisations existent au sein de l'activité de leur classe.

Cette donnée constante est d'autant plus révélatrice à un moment où, comme c'est le cas dans la période actuelle, l'accélération des événements constitue un test sérieux sur ces deux plans - politique et organisationnel - pour l'ensemble du milieu révolutionnaire.

Si la crise que traverse l'ensemble du milieu politique prolétarien traduit et souligne toutes les faiblesses des organisations actuelles dans cette confrontation, la crise qui a éclaté dans le P.C.Int revêt une gravité particulière dans la mesure où cette organisation s'en est moins bien sortie que d'autres.

Ce qui illustre l'incohérence et l'inadéquation spécifique du PCInt. face aux nécessités actuelles de la période, c'est cette incapacité à tirer présentement les leçons les plus élémentaires de leur crise.

Cette incapacité et ces difficultés d'évolution ne sont ni fortuites ni nouvelles. Le réel pas en avant est d'autant plus malaisé à effectuer qu'il implique de la part des membres et des ex-membres de cette organisation une complète rupture avec des conceptions totalement erronées et des schémas sclérosants qui constituent aujourd'hui l'obstacle majeur et même fondamental à une évolution positive du PCInt. par rapport à sa crise. L'hypothèque - même si elle joue de tout son poids dans la crise organisationnelle - est d'autant plus lourde à lever que ces conceptions recouvrent pour une large part toute leur "originalité", leur spécificité par rapport à toutes les autres expressions du milieu révolutionnaire ("ce qui distingue le parti", selon eux). Il s'agit essentiellement d'examiner des idées qui s'opposent à l'expression réelle et historique du mouvement ouvrier : leur postulat de "l'invariance de la théorie marxiste" et leur conception "monolithique du parti". Nous nous attacherons à montrer ici que ces deux éléments sont des conceptions totalement étrangères à la pratique générale du prolétariat et aux autres organisations révolutionnaires du passé, et même aux antipodes de leur démarche et de leurs acquis, se réduisant à un produit du poids de la contre-révolution sur le cerveau des vivants.

l'entrave de la "théorie invariante"

"Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées ou des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne font qu'exprimer, en termes généraux, les conditions d'une lutte de classe qui existe, d'un mouvement historique qui se déroule sous nos yeux" (Le Manifeste communiste - Marx et Engels)

"L'invariance de la théorie marxiste" (appelée aussi "invariance de la théorie du prolétariat") n'est que la déformation complète d'une idée juste et fondamentale (qu'elle transforme précisément en son contraire) du marxisme : c'est l'existence d'une METHODE marxiste qui est effectivement définie

une fois pour toutes et qui n'est autre que l'appréhension de la réalité d'un point de vue de classe.

Mais c'est cette méthode d'analyse propre au prolétariat qui définit justement le constant examen critique de la réalité du point de vue de sa transformation révolutionnaire.

Ce n'est pas une simple interprétation particulière du monde mais une approche concrète et vivante, constamment reliée à des besoins matériels et à des nécessités pratiques qui s'exprime à travers une conscience pratique et dynamique existant et agissant comme facteur objectif sur la réalité sociale.

"La théorie ne se réalise dans la masse que dans la mesure où elle est la réalisation de ses besoins... Il ne suffit pas que la pensée tende vers sa réalisation, il faut que la réalité tende à s'incorporer la pensée" (Marx)

Pour cela, il faut précisément que le programme révolutionnaire incorpore tous les éléments apportés par l'évolution sociale elle-même, sinon il ne peut plus accomplir sa fonction. Il en arrive alors à se racornir, à se dessécher comme une coquille vide qui ne correspond plus aux nécessités présentes et à venir. Et cela amène inévitablement à défendre des positions aux côtés de la bourgeoisie, comme c'est le cas du P.C.Int. sur la question nationale ou la question syndicale, devenues des positions contre-révolutionnaires depuis plus d'un demi-siècle !

"Pour que le prolétariat puisse donc se servir de son programme de manière utile et le mettre pleinement en pratique, il faut que celui-ci réponde parfaitement à des besoins réels et historiques, qu'il s'enrichisse de la substance de la réalité. Pour s'adapter aux nécessités du bouleversement social,

le programme doit être capable de se nourrir des leçons de la classe qui le porte. Cela c'est tout le contraire de l'opportunisme. C'est au nom de l'orthodoxie et de l'inaffabilité toute-puissante du marxisme, que les opportunistes de la pire espèce s'opposèrent en Russie à la révolution socialiste. Les révolutionnaires, quant à eux, n'ont aucune peur ni aucune honte à puiser leur force théorique dans le bouillonnement intense et la vie de leur classe en lutte" ("Organisations communistes et conscience de classe", brochure du C.C.I.)

C'est précisément cela l'application de la méthode marxiste qui comporte bien des principes mais ceux-ci sont tirés d'acquis nés sur le sol de deux siècles de luttes de classe à travers l'expérience historique accumulée du mouvement ouvrier qui peut ainsi y dégager et y définir ses intérêts de classe.

Comme n'importe quel autre corps social vivant, les positions de la classe ouvrière ne peuvent faire autrement que d'évoluer pour s'adapter à la lumière des expériences historiques pratiques qu'elle traverse.

C'est précisément pourquoi également il ne peut y avoir de "théorie invariante", de doctrine immuable du prolétariat : sa théorie est amenée sans cesse à s'enrichir de sa pratique et de ses expériences concrètes au même titre que sa pratique est elle-même conditionnée par sa réflexion théorique et les problèmes qui lui sont posés à une époque donnée (y compris l'état du rapport de force avec la classe dominante qui, elle, s'appuie sur une idéologie de la conscience fragmentée et sur la constante division du travail présente au sein du capitalisme).

Cela, aucun révolutionnaire dans l'histoire n'a pu l'ignorer. Car les révolutionnaires ont toujours fondé leurs analyses sur les leçons du mouvement social réel.

N'est-ce pas l'expérience des ouvriers silésiens et des canuts lyonnais, la situation concrète de la classe ouvrière en Angleterre qui ont rendu possible l'élaboration même de cette méthode marxiste ?

N'est-ce pas de l'échec de février 1848 que Marx et Engels rejetèrent l'idée de laisser à une fraction éclairée de la bourgeoisie les tâches révolutionnaires et en conclurent à la nécessité d'auto-émancipation du prolétariat ?

N'est-ce pas de l'expérience de la défaite de la Commune de Paris en 1871 qu'ils ont pu comprendre qu'il ne s'agissait pas pour le prolétariat de faire la conquête de l'Etat bourgeois mais qu'il s'agissait de le détruire ?

Comme Marx dans sa préface à l'édition de 1872 du "Manifeste communiste" le reconnaissait : "Ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points. La Commune notamment a démontré qu'il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de la machine d'Etat pour la faire servir à ses propres fins".

N'est-ce pas du surgissement des soviets en 1905 que Lénine décèle et salue "la forme enfin trouvée de la révolution" et n'a-t-il pas reconnu à maintes reprises que la pratique du prolétariat anticipait souvent sur la théorie des révolutionnaires, se trouvant alors "cent fois plus à gauche que les partis".

N'est-ce pas de la guerre impérialiste et de la fermentation de la lutte de classe en Europe que l'Internationale communiste est amenée à proclamer à son premier congrès : "Une ère historique nouvelle s'est ouverte : celle des guerres et des révolutions" ?

On pourrait ainsi multiplier les exemples tant ceux-ci sont innombrables et accablants dans l'histoire pour démontrer l'aberration que constitue la théorie d'un programme "invariant depuis 1848" et qu'il suffirait aux révolutionnaires de restaurer dans son intégralité et sa totalité par une simple application répétitive et inlassable de ce programme à la réalité.

Le P.C.Int. lui-même est bien obligé, poussé par la réalité historique, d'intégrer à ce "programme invariant" des acquis de l'expérience historique - et notamment l'expérience révolutionnaire de 1917. C'est pourquoi il a cherché à relier son attachement étroit "aux formules traditionnelles du marxisme" à une théorisation sur la contre-révolution car une telle période serait "tout autre que propice à la naissance de théories historiques originales" :

"En réalité, une période contre-révolutionnaire ne pourra jamais engendrer que des idées et des théories contre-révolutionnaires : jamais une contre-révolution ne se désavouera elle-même. Et on ne peut échapper à cette réalité objective, déterminée par le matérialisme, que si l'on se rattache au filon historique de la doctrine non altérée et, à travers elle, au patrimoine d'expériences et de confirmations hérité des époques les plus fécondes de l'histoire". ("Programme communiste" n° 76, "Sur la voie du parti compact et puissant de demain", mars 1978). Malheureusement pour le P.C.Int., la plupart des "leçons nouvelles" que nous avons évoquées plus haut (1848, 1871) ont été tirées de l'expérience d'une défaite ouvrière auxquelles nous ajouterons un exemple. La trahison de la social-démocratie et de la IIE Internationale ayant entretenu une énorme influence sur le prolétariat à tel point qu'elle a pu entraîner l'embrigadement passif de celui-ci dans la guerre, était l'expression même de la contre-révolution triomphante. Cela n'a pas empêché Lénine et quelques révolutionnaires de tirer "à contre-courant" les leçons nouvelles et décisives pour les années suivantes, d'une part, sur le rôle joué par ces organisations, d'autre part, sur la nécessité de "transformation de la guerre impérialiste en guerre civile".

C'est d'ailleurs dans cette continuité de méthode qui a toujours été celle des révolutionnaires que s'est située l'activité de la Fraction que renie précisément le P.C.Int. - en entreprenant l'examen critique de l'échec révolutionnaire des années 20.

Paradoxalement, par rapport à la conception du P.C.Int. la théorie "de la restauration d'un programme invariant" est apparue en 1952, lors de la fondation même de cette organisation, comme une idée nouvelle produite par le "cerveau" du camarade Bordiga. Elle n'a fait que démontrer l'incapacité du P.C.Int., dès cette période, de se livrer à un travail qui était bel et bien nécessaire, de clarification, de décantation et d'épuration des positions révolutionnaires

SUR LA CRISE DU MILIEU REVOLUTIONNAIRE

■ La crise que traversent depuis plus d'un an les organisations révolutionnaires s'est récemment illustrée par l'éclatement du Parti communiste international ("Programme communiste"). Le choix d'un thème commun à toutes les sections du C.C.I. en France, et centré sur la crise du milieu révolutionnaire, témoigne encore une fois de la volonté de notre organisation d'intervenir dans ce même milieu, dont elle est partie prenante, afin de contribuer à ce que la nécessaire décantation qui s'accélère en son sein se fasse dans la plus grande clarté.

Face à la dislocation du PCInt, notre attitude n'est pas de nous réjouir. Notre conviction est que, pour être inéluctable, la décantation peut néanmoins revêtir des formes diverses selon le niveau de conscience qu'ont les révolutionnaires de ce qu'ils représentent. Son pire aboutissement serait le prolongement de l'actuelle situation : la décomposition des forces révolutionnaires par leur dispersion dans une série de scissions, l'exacerbation du sectarisme, le découragement militant. A travers nos réunions publiques, nous avons voulu contribuer

à ce que le milieu politique commence à tirer un bilan critique de son expérience.

A Paris, la seule ville où presque toutes les composantes du milieu révolutionnaire sont physiquement représentées, notre réunion publique n'a pas suscité une intervention organisée de beaucoup d'entre elles. Quelles que soient les raisons à une telle absence, celle-ci n'en traduit pas moins l'incapacité des différents groupes à se concevoir comme des parties du milieu révolutionnaire, d'où la perte de vue de la nécessité de la discussion en son sein.

Cependant, malgré des absences notoires, nous n'avons pas été les seuls, avec nos sympathisants, à discuter de la crise du milieu révolutionnaire. Une telle réunion suscitant un intérêt et les interventions d'éléments politisés ou de groupes politiques est un événement suffisamment rare pour qu'il mérite d'être souligné.

Mais les exigences de notre époque ne sauraient s'en suffire et les difficultés du débat à se centrer ont fait revivre en quatre heures de temps toute l'histoire des faiblesses du mouvement

révolutionnaire produit par le ressurgissement prolétarien de 1968 :

- Polarisation sur des questions tranchées depuis toujours au sein du mouvement ouvrier, telle la question nationale, face au nationalisme du groupe gauchiste constitué autour de la revue "El Oumami" (sortie du P.C.Int. lors de son éclatement).

- Intervention des groupes motivée davantage par les particularismes qui, à leurs yeux, fondent leur existence, que par le souci de répondre aux questions : quel milieu révolutionnaire et pourquoi sa crise ? Pour les uns ("Guerre sociale"), c'est la forme de la discussion qui semble importer davantage que son contenu débarrassé des questions tranchées par l'histoire. Pour les autres ("Guerre de classe"), c'est la phobie de la division du travail au sein de l'organisation révolutionnaire qui domine et est érigée en principe.

Les années 70 toléraient encore l'existence d'illusions chez les révolutionnaires : se concevoir comme les seuls détenteurs de la pensée révolutionnaire, n'avoir de comptes à rendre ni à la classe ouvrière, ni à ses autres

organisations politiques, éviter la confrontation des positions programmatiques avec la réalité de la lutte de classe. Aujourd'hui cette pratique est révolue et les erreurs sont impitoyablement raillées. L'intervention du seul militant du PCInt "maintenu" présent à cette réunion, dressant courageusement l'état de démantèlement de son organisation sans en saisir les causes véritables, nous renvoie l'image affligeante du milieu révolutionnaire contraint de subir la réalité qu'il est sensé devancer.

Les années 80 sont celles d'une exacerbation des contradictions de cette société et appellent une pratique révolutionnaire de la part de la classe ouvrière. La théorie révolutionnaire qui ne demande qu'à s'affirmer, met à l'épreuve les organisations révolutionnaires. Si elles veulent contribuer à la faire vivre, il leur faut rompre avec leurs pratiques sectaires et prendre en charge un débat public, méthodique, organisé, alliant fermeté dans la défense des positions et volonté de les confronter et de s'ouvrir. C'est la seule manière d'assumer les divergences.

réunions publiques

la bourgeoisie à l'époque des guerres et des révolutions

NANTES

Réunion publique : samedi 5 février à 17h au centre social des Bourderies, Nantes-Chatenay.

Permanences : Vendredi 14 janvier et 11 février à 20h30, adresse ci-dessus. Contact-diffusion : Le 2ème samedi de chaque mois de 10h30 à 11h30 au marché de la Petite Hollande.

PARIS

Réunion publique : le 15 janvier à 17h, 27 avenue de Choisy, PARIS 13ème. Permanence : tous les samedis sauf celui de la R.P, même adresse.

ROUEN

Permanence : le 22 janvier à 15h30 à la Halle aux Toiles.

TOURS

Le 22 janvier à 17h, 43 rue Lamartine. Permanence : Le 22 janvier à 14h30.

TOULOUSE

Réunion publique : Le 28 janvier à 21h, à la Cité Universitaire de l'Arsenal, Bat.2.

Permanences : tous les vendredis sauf celui de la R.P à 18h30, au Bar "Le Colbert", avenue Saint-Exupéry, Pont des Demoiselles. Contact-diffusion : les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois au marché sur les boulevards (près de la Place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche de chaque mois au marché aux Puces (Saint-Sernin) de 11h à 13h.

AIX-EN-PROVENCE

Permanence : mercredi 5 janvier de 18h à 19h, au Café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX

Réunion publique : samedi 29 janvier à 17h au Café "Victor Hugo", 52 Cours Victor Hugo.

Contact-diffusion : vente au Marché Saint-Michel, le 29 janvier de 10h à 11h.

LILLE

Réunion publique : le 12 février à 15h30, 23 rue Gosselet (MNE).

LYON

Réunion publique : vendredi 14 janvier à 21h, MAJO, Impasse Métrol, Villeurbanne, Métro République.

Permanence : le 18 janvier à 18h, même adresse.

MARSEILLE

Réunion publique : le 21 janvier à 21h, 205 rue Sainte-Cécile, 13005.

Permanence : le 12 janvier de 18h à 19h à "L'Artistic Bar", 4 cours Joseph Thierry.

MONPELLIER

Réunion Publique : le 8 janvier à 17h, salle "La Gerbe", rue Chaptal.

Contact-diffusion : le 2ème samedi de chaque mois de 11h à 12h30 au Marché aux Puces.

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
écrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDEEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELCREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION (R.F.A.)
Post Fach 410308, 5000 KOLN 41

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER	PAR AVION
110 F	120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER	PAR AVION
65 F	80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :

ABONNEMENTS COUPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
120 F	120 F	150 F

ABONNEMENTS SIMPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
70 F	80 F	100 F

Abonnements et versements :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I : CCP 202 3302 X PARIS.

courrier

NOUS ATTENDONS DE CEUX QUI NOUS LISENT DES LETTRES, DES TEXTES OU ILS EXPRIMENT LEURS REACTIONS, LEURS OPINIONS SUR NOTRE INTERVENTION, SUR TOUS LES PROBLEMES QUE SOULEVE LA LUTTE DE LA CLASSE AUJOURD'HUI. EN CETTE PERIODE ENCORE TROUBLE OU MURIT LA FORCE QUI VA BOULEVERSER L'HUMANITE, LA DISCUSSION EST UNE NECESSITE VITALE. DANS CE BUT, NOUS AVONS OUVERT NOTRE JOURNAL A UN COURRIER DU LECTEUR OU NOUS PUBLIONS CES CONTRIBUTIONS, AVEC NOTRE REPONSE.

Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu Paris 20°

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi) 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
D. VAN CELST - n° de commission
partitaire : 54 267

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

brochures du CCI



lisez la revue

internationale n° 32

- LA TOURMENTE DE LA CRISE ECONOMIQUE.
- CONVULSIONS DANS LE MILIEU REVOLUTIONNAIRE : LE PCI (PROGRAMME) A UN MOMENT DE SON HISTOIRE.
- FORMATION DU PARTI OU FORMATION DES CADRES (INTERNATIONALISME 1946).
- LE PCI (PROGRAMME) TEL QU'IL DIT ETRE ET TEL QU'IL EST (APPEL DU PCI AUX "PARTIS OUVRIERS", "PROMETEO", 1945)
- POLEMIQUE AVEC LE GCI : CONSCIENCE DE CLASSE ET DYNAMIQUE DE LA LUTTE DE CLASSE.

Courant Communiste International

lisez notre brochure

Contribution à une histoire du mouvement révolutionnaire

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30F



Courant Communiste International

jaruzelski-walesa, même combat

Dans l'opposition ou même clandestin, le syndicat défend l'ordre existant

■ "Jaruzelski fait taire Walesa !". Ce titre, ou d'autres qui y ressemblent, se sont étalés en première page des journaux et sur toutes les antennes. C'est ainsi qu'on présentait l'arrestation de quelques heures du célèbre moustachu le 16 décembre, jour anniversaire de la tuerie de 1970 à Gdansk. En fait, le texte du discours que Walesa avait bruyamment annoncé qu'il prononcerait devant le monument aux morts de décembre 70 était connu depuis plusieurs jours et des millions de Polonais l'avaient déjà entendu à la B.B.C., à Radio France Internationale ou à Radio Europe Libre. Si Jaruzelski avait voulu faire de la publicité pour ce discours, il ne s'y serait pas pris autrement qu'en empê-

chant Walesa de le prononcer directement devant les ouvriers de Gdansk.

Dans "Le Monde", Bernard Guetta le constate très clairement : "M. Walesa n'aura pu parler, mais le moins qu'on puisse dire est qu'il s'est fait entendre. A l'étranger, les journaux publient déjà le discours qu'il avait préparé et les "radios occidentales" font connaître en Pologne ce texte de fidélité et de raison".

De fait, cet épisode du 16 décembre constituait une nouvelle illustration de la technique employée par la bourgeoisie mondiale pour faire taire, non Walesa, qui a pu s'exprimer dès le lendemain devant la presse internationale, mais le prolétariat. Celui de Pologne et celui de tous les autres pays.

nous notions : "la grande rigidité des institutions qui ne laissent pratiquement aucune place pour une possibilité de surgissement de forces politiques bourgeoises d'opposition capables de jouer le rôle de tampons : en Russie et par suite dans ses pays satellites, tout mouvement de contestation risque de cristalliser l'énorme mécontentement qui existe au sein d'un prolétariat et d'une population soumis depuis des décennies à la plus violente des contre-révolutions, laquelle est à la hauteur du formidable mouvement de la classe qu'elle eut à écraser : la révolution de 1917".

Nous constatons à la suite que : "Face à l'explosion du mécontentement ouvrier, elle (la bourgeoisie polonaise) a été conduite à laisser apparaître et de développer des forces d'opposition -les syndicats indépendants- dont la fonction s'apparente à la gauche dans l'opposition telle qu'on la connaît aujourd'hui dans la plupart des pays occidentaux... Mais, pas plus aujourd'hui qu'hier, le régime stalinien ne peut tolérer sans dommage ni danger l'existence de telles forces d'opposition. Sa fragilité et sa rigidité congénitales n'ont pas disparu par enchantement... Ainsi, contraint de tolérer dans ses entrailles un corps étranger, dont il a besoin pour survivre mais que rejettent toutes les fibres de son organisme, le régime est plongé aujourd'hui dans les convulsions les plus douloureuses de son histoire".

Quelques mois après, faisant le bilan d'"Un an de luttes ouvrières en Pologne" (REVUE INTERNATIONALE N° 27), nous écrivions :

"En la contraignant à un partage des tâches auquel la bourgeoisie d'Europe de l'Est est structurellement réfractaire, les luttes prolétariennes de Pologne ont créé une contradiction vivante. Il est encore trop tôt pour prévoir comment elle se résoudra. Face à une situation historiquement inédite, la tâche des révolutionnaires est de se mettre modestement à l'écoute des faits".

Aujourd'hui, les faits ont tranché. En suspendant puis en mettant hors-la loi le syndicat Solidarnosc, en rétablissant dans toute sa rigueur la dictature sans fard de la force brute (armée et police), la bourgeoisie du

bloc de l'Est a fait la preuve qu'elle n'avait pas les moyens d'imiter celle d'Occident avec ses rouages "démocratiques" et ses "libertés formelles".

Cependant, cette situation ne dément nullement le fait que même dans le bloc de l'Est, la bourgeoisie a besoin d'une gauche dans l'opposition. La seule différence qui existe avec l'Occident, c'est que cette opposition n'a pas pignon sur rue, qu'elle ne dispose pas de sièges au parlement ni dans diverses autres institutions officielles, administratives ou municipales. Même interdit et dans la clandestinité, Solidarnosc a continué de jouer un rôle dans le maintien de l'ordre en Pologne. Nous avons vu par exemple, dans le précédent numéro de notre journal, comment l'appel à une grève pour le 10 novembre, lancé par la clandestinité, avait servi parfaitement à une démobilitation des ouvriers, à une démoralisation encore plus grande. Tant que la combativité ouvrière a été trop forte, les autorités ont dû s'accommoder d'une opposition officielle au grand jour. Quand celle-ci s'est épuisée grâce, en premier lieu, aux manœuvres de cette opposition, elles ont pu réduire ses prérogatives et la remettre à une place plus conforme aux nécessités du régime. En quelque sorte, "la gauche dans l'opposition" a pris la forme de "gauche dans la clandestinité".

En réalité, les mécanismes de maintien de l'ordre mis en œuvre dans les pays de l'Est constituent la forme la plus achevée de ceux utilisés à l'heure actuelle en occident. En occident aussi, les gouvernements déchaînent la misère sur les ouvriers, leurs flics répriment, tuent et emprisonnent. En Occident également ils se préoccupent de moins en moins de leur propre popularité mais soignent par contre celle de leur opposition de gauche (en dénonçant ses "excès", en lui donnant même une auréole de "martyr" quand c'est nécessaire) afin de lui permettre de saboter efficacement les luttes ouvrières. Les pays de l'Est se distinguent de ceux de l'Ouest seulement dans le fait que tout cela est fait beaucoup plus brutalement et qu'ils ont beaucoup plus besoin de la collaboration de l'autre bloc pour assurer le maintien de l'ordre chez eux.

Nécessité de la généralisation mondiale des luttes

Les similitudes existant entre les stratégies de la bourgeoisie dans tous les pays traduisent en réalité le front mondial que constitue cette classe face à la menace des luttes ouvrières. Tant que la classe ouvrière n'aura pas porté ses attaques au cœur même du dispositif capitaliste, dans les grandes métropoles industrielles d'Occident et notamment celles d'Europe occidentale, elle subira des défaites comme celles que subissent aujourd'hui dans leur chair les ouvriers de Pologne. Ce n'est pas en Europe de l'Est que le prolétariat pourra déjouer tous les pièges de "la gauche dans l'opposition". Des syndicats interdits, des syndiqués emprisonnés ne perdront pas

de si tôt leur popularité et leur auréole. Les mythes démocratiques auront la vie dure là où on ne leur laissera même pas une apparence de réalité. C'est en déjouant les pièges de la gauche dans l'opposition dans les pays centraux, en s'affrontant directement aux régimes "démocratiques", que le prolétariat pourra étendre sa lutte et sa prise de conscience dans tous les pays.

Avec l'aggravation brutale de la crise que connaissent aujourd'hui les métropoles capitalistes, c'est maintenant le prochain pas que trace l'histoire au prolétariat.

F.M.
(18.12.82)

Jaruzelski est-il un crétin ?

Si on en croit certains journaux, c'est le cas. Ainsi, le très fin C.K.V, spécialiste de la Pologne à "Libération", présente l'affaire du faux de la lettre envoyée récemment par Walesa à Jaruzelski comme une bourde de ce dernier : "Ce faux ne peut avoir été fait sans l'aval de son destinataire principal. Il ne peut venir que de très haut, trahissant de même coup un curieux mélange d'assurance, de faiblesse et d'aveuglement persistant chez les hommes du pouvoir. Assurance arrogante que Walesa se pliera à la règle du jeu et qu'il est donc facile à piéger. Faiblesse révélée par l'importance que le faux texte confère par contraste au personnage de Walesa. Aveuglement surtout, sur la situation du pays..." ("Libération" du 13.12.82)

En réalité, Jaruzelski et ses acolytes ne sont pas des imbéciles. La réussite "technique" du coup de force du 13 décembre, la reprise en main progressive de la situation dès avant cette date et durant toute l'année écoulée, démontrent que l'ennemi que trouve devant elle la classe ouvrière est extrêmement habile. Ce n'est pas malgré elles que les autorités en Pologne font de la publicité à Walesa en l'empêchant de parler le 16 décembre ou en faisant circuler un faux de sa lettre à Jaruzelski, faux dans lequel le leader de Solidarnosc semblait se prosterner devant le pouvoir. C'est, au contraire, de façon tout à fait délibérée. C'était le meilleur moyen de faire passer le message "de raison",

comme dit Guetta, que contiennent les déclarations de Walesa. La technique n'est pas nouvelle : aux heures de gloire de Solidarnosc, à chaque fois que Walesa ou son comparse Kuron chausaient les bottes de "pompiers volants" pour aller faire reprendre le travail aux ouvriers en grève aux quatre coins du pays, l'Agence Tass reprenait son refrain contre les "extrémistes" Walesa et Kuron. Aujourd'hui, c'est en continuant de présenter Walesa comme un persécuté qu'on veut baillonner et dont on veut déformer les propos que toutes les forces capitalistes feront entrer dans la tête des ouvriers ses appels à "l'effort de toute la société", qu'elles feront adhérer au "réveil de l'effort social et le renforcement de la position de la Pologne dans le monde", à "un véritable accord social" (extrait de la véritable lettre de Walesa). C'est à ce prix que les ouvriers le suivront quand il déclare : "Nous ne visons pas à renverser le pouvoir. Nous acceptons les réalités politiques du monde et de l'histoire et c'est dans ces conditions que nous voulons servir le bien de notre patrie" (Discours du 16 décembre).

Le "spécialiste" de Libération est dans le vrai quand il parle de l'"assurance arrogante (du pouvoir) que Walesa se pliera à la règle du jeu". Là où il se trompe, c'est en pensant que Walesa ne se plie pas à cette règle. En réalité, et peut-être malgré lui, Walesa fait exactement ce qu'on veut lui faire faire.

La "gauche dans l'opposition" modèle polonais

La méthode employée par le capitalisme en Pologne pour faire taire les ouvriers, pour limiter et saboter leur combativité, pour leur imposer une misère croissante, n'est pas propre à ce pays. Nous avons maintes fois mis en évidence dans notre presse la stratégie présente de la bourgeoisie contre le prolétariat consistant en un partage des tâches entre le gouvernement aux mains de forces ouvertement anti-ouvrières et une "opposition" de gauche bénéficiant d'un certain contrôle idéologique sur les ouvriers. Le passage récent dans l'opposition de la

social-démocratie en Allemagne de l'Ouest illustre une nouvelle fois cette stratégie qui permet à la gauche d'immobiliser la classe ouvrière, de saboter ses luttes, de la faire adhérer à des objectifs illusoire (une "véritable défense de l'intérêt national") pendant que le gouvernement déchaîne son attaque contre son niveau de vie. Mais nous avons également noté dans notre presse que dans les pays du bloc de l'Est, la bourgeoisie n'avait pas les moyens d'utiliser de la même façon cette stratégie. Dans la REVUE INTERNATIONALE n° 24 (décembre 1980),

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.